

## **CONGO – KINSHASA : LA GUERRE PANAFRICAIN N’AURA PAS LIEU**

1. Un document d’une valeur exceptionnelle existe à Kinshasa : le rapport de la Commission de Pacification du Nord et du Sud-Kivu. Le 3 septembre 1997, le Ministre Congolais de l’Intérieur crée une Commission de Pacification du Nord et du Sud-Kivu. Objectif du pouvoir Kabila : tenter d’élaborer une solution pacifique à la guerre. Un comité est créé pour chacune des deux provinces : il regroupe des gens qui en sont originaires, représentatifs des différentes ethnies qui y cohabitent.

Dans son rapport, la Commission indique que les deux Kivu sont ensanglantés par des conflits ayant des causes diverses. La question est vaste mais les interrogations des victimes ne sont pas vagues. Il y a dans l’imbroglio congolais des causes sur lesquelles tous les observateurs objectifs sont unanimes :

- Le problème de la nationalité des Hutu et Tutsi – congolais, réfugiés ou immigrés – fut à la base de certains conflits vécus dans l’Est de la République Démocratique du Congo. Un Hutu congolais ou un Tutsi congolais au Congo, voilà l’un des ingrédients détonants de la région des Grands Lacs. Ajoutons à cette bombe à retardement les crises terribles qui secouent le Rwanda et le Burundi depuis des années 1990. Rwanda : octobre 1990, le canon tone. Burundi : octobre 1993, l’innommable s’abat sur le pays. Les guerres que les ennemis de la région ont imposées et celles que la bêtise et la barbarie humaines ont provoquées sont toujours présentes.

Nos peuples posent la même question : quelle est la nature des conflits qui ravagent les deux pays ?

- Les conflits fonciers. Certains sont dûs à la surpopulation résultant de l’afflux massif de populations. D’autres à la vente irrégulière des terres aux étrangers et aux nouveaux venus, à la coexistence difficile de systèmes juridiques multiples et aux vides de la législation étatique qui ne détermine pas le statut des terres coutumières. L’Est du Congo-Kinshasa regarde à l’Est. Le pays est trop vaste. Mobutu, lui-même, le savait.
- L’histoire et son poids. Dans les années 50 et 60, le colonisateur belge « avait trouvé une solution aux problèmes de famine et de surpopulation du Rwanda au Congo » en organisant l’immigration massive de Rwandais au Kivu. Cette immigration, dit-on à Bruxelles, a fini par briser les équilibres traditionnels du pouvoir entre ethnies. La forte immigration rwandaise a encore accentué le déséquilibre. Sur l’histoire, la vraie ou la fausse, on peut polémiquer à longueur de journée. Le débat nécessaire est à chercher dans la vérité historique. Au Rwanda, les années 59 et 60 furent sombres. Le début des déchirements porte-malheur. 1959 est une année sale. Trop noir car le sang a été trop versé, des citoyens d’un pays ont pris le chemin de l’exil.

- Le transfert des conflits au Kivu. Le Kivu transformé en champ de bataille ? L'histoire qu'on écrit aujourd'hui le dira demain peut-être. Certains immigrants, Hutu et Tutsi, au Congo-Kinshasa ont gardé leur allégeance dans les pays d'origine. On peut même dire que certains ont fourni hommes et moyens à leur camp. Ceci complique la solution car les éléments déstabilisateurs ont des attaches et relais dans toute la région. L'histoire ne dit pas pourquoi la victime d'aujourd'hui peut devenir le rebelle de demain. La région n'a pas de mystères propres à elle ; elle a ses schémas de solutions inadaptés.
- La présence, enfin, de mouvements armés aux projets divers. Cela suffit pour créer une grande insécurité. Et pourtant, on ose faire la sourde oreille. Un voisin, il faut savoir bien vivre avec lui. Les pays se doivent une politique de bon voisinage. Pourquoi vite oublier l'importance de la cohabitation pacifique ? Pourquoi vite tourner les pages de l'histoire régionale sans les lire préalablement ? Certaines guerres de la Région des Grands Lacs étaient trop prévisibles ; les ingrédients internes et les détonateurs extérieurs, visibles.

La génie de la commission du 3 septembre 1997 fut de mieux recenser quelques solutions proposées par les populations des deux Kivu. Des documents consultés, je peux retenir trois solutions essentielles :

- Expliquer la nature de la coopération militaire entre le Congo-Kinshasa et les pays amis ;
- Diversifier le corps militaire au Kivu pour le rendre neutre ;
- Supprimer les prisons clandestines.

Quant à la Commission de Pacification du Nord et du Sud-Kivu, elle a formulé plusieurs recommandations à l'endroit du Gouvernement de Kinshasa. Certaines de ces recommandations ont forcé ma curiosité :

- la création immédiate d'un service d'identification de la population au sein du Ministère de l'Intérieur ;
- les mesures urgentes pour résoudre la question de la nationalité ;
- la création de conseils consultatifs dans les deux provinces pour la résolution des conflits ;
- le dialogue avec les bandes armées avant de recourir aux actions militaires ;
- le désarmement et le rapatriement des bandes armées ;
- le casernement des forces combattantes ;
- l'organisation d'une conférence économique provinciale ;
- et la sensibilisation de la population à la cohabitation pacifique.

Ces différents éléments donnent un certain éclairage sur les enjeux de la guerre qui se déroule en République Démocratique du Congo depuis août 1998. Ils expliquent en outre la marche politique du Congo-Kinshasa sous l'égide du Président Laurent Désiré Kabila.

2. On ne peut pas comprendre les faits et gestes du Président Kabila sans fouiller dans son passé. Laurent Désiré Kabila est né en 1939 à Moba dans la province du Katanga. A la fin des années 50, Kabila poursuit ses études dans l'ex-Allemagne de l'Est. Il rentre au Congo au moment où son pays s'apprête à obtenir son indépendance. Mais le plus important pour comprendre Kabila actuel est à chercher dans Kabila des années 1967 à 1986. A cette époque, il dirigeait le maquis au Sud-Kivu, dans les montagnes de Fizi. Nous sommes chez les Bembe. Politiquement, Kabila a déjà son « système », ses réseaux et ses habitudes. Les archives le rappellent. En voici les principaux repères :

- Kabila est à la tête du P.R.P. (Parti de la Révolution Populaire). Laurent Désiré Kabila avait semble-t-il, créé un maquis d'inspiration marxiste. Les personnes les mieux informées disent qu'il a participé aux révolutions lumumbistes de 1963-1965.
- Au maquis, L.D.Kabila était président du P.R.P. de la « république populaire » (dite Zone rouge), commandant suprême de l'armée, président de l'Assemblée populaire et Ministre des Affaires Etrangères.
- En politique étrangère, le P.R.P. prévoyait de refuser toutes les aides conditionnées. Elément de précision important : seul le Parti de la Révolution Populaire est habilité à entrer en contact avec les pays amis.
- Dans le maquis, trois principaux slogans sont confectionnés pour Kabila par ses propagandistes : « Kabila, seul président jusqu'à la victoire » ; « Kabila lumière » ; « Kabila créateur ».
- En outre, à l'époque du maquis, le système judiciaire est composé de tribunaux populaires. Pas d'avocat de la défense. Il y avait cependant possibilité d'appel. Si le second juge tranche en faveur de l'accusé, le juge du premier tribunal payait le poids de la sueur : il devait s'expliquer devant la sûreté de l'Etat. « Lorsqu' il était reconnu fautif ou corrompu, on le mettait en prison ou on l'incorporait dans l'armée ».
- Laurent Désiré Kabila a depuis le maquis une constante : son intérêt particulier pour les services de renseignements. Ceux de l'époque du maquis avaient la mission de surveiller la population de la « Zone rouge » notamment son degré de conviction révolutionnaire.
- Le programme politique du P.R.P. prévoyait aussi d'éduquer le peuple pour que celui-ci « sache détecter qui est ami ou ennemi de la révolution ». On parle aujourd'hui des fameux « Tshembe-Tshembe », ces célèbres cellules chargées en réalité de renseigner les autorités.

Ces quelques repères sur la vie de Kabila au maquis permettent en partie de comprendre l'homme et ses habitudes :

- avoir, aimer et contrôler tout le pouvoir ;
- refuser les diktats extérieurs ;
- écarter les corrompus ;

- maîtriser le travail des services de renseignements pour détecter à temps « l'ami ou l'ennemi ».

3. L'autre référence importante est la déstabilisation du Congo-Kinshasa. Cette déstabilisation entraîne celle d'une bonne partie de l'Afrique. L'alerte a depuis longtemps été donnée par des politiques, diplomates, militaires et chercheurs en pensant à la stabilité de l'Afrique Centrale en général et à celle de la Région des Grands Lacs en particulier. De passage à Bruxelles, en septembre 1998, voici comment le Président Pierre Buyoya du Burundi décrivait la situation explosive de la République Démocratique du Congo :

« Lorsqu'on parle du Congo, pour le moment, on se braque sur la question de savoir qui est impliqué. L'important, pourtant, c'est que si l'on n'arrête pas rapidement la crise congolaise, cette question paraîtra futile d'ici quelques mois parce que toute l'Afrique y sera impliquée. Le Congo. Ce n'est pas les Comores, ni même le Libéria ou la Sierra Léone : s'il est déstabilisé, c'est une bonne partie de l'Afrique qui sera déstabilisée ».

Dans cette hypothèse, nous sommes en face d'une guerre panafricaine dont il faut surtout comprendre les enjeux. Certains enjeux sont clairs ; d'autres prennent corps et forme pendant le déroulement de la guerre. D'autres enjeux de la guerre actuelle seront peut-être compris (je dis bien peut-être) à la fin des hostilités. Les enjeux plus ou moins identifiables grâce à certaines réalités du terrain et aux discours officiels existent : l'enjeu sécuritaire, l'enjeu économique, l'enjeu géostratégique, l'enjeu territorial et la question du leadership régional.

#### **L'ENJEU SECURITAIRE**

Les relations du Congo-Kinshasa avec certains de ses voisins ont longtemps été tendues. L'Angola de Dos Santos accusa pendant de nombreuses années le Zaïre de Mobutu de soutenir la guérilla de l'UNITA et des Indépendantistes cabindais, tandis qu'en 1984, Kinshasa accusait la Tanzanie d'armer des groupes rebelles dans l'Est du pays.

Avec l'arrivée de Laurent Désiré Kabila au pouvoir, un renversement d'alliances s'est opéré. Kinshasa est désormais devenu l'allié de Luanda contre les rebelles de Jonas Savimbi. En octobre 1996, Kabila a pris la tête de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo – Zaïre (A.F.D.L.). Pour renverser le Président Mobutu (malade), l'A.F.D.L. a été soutenue militairement par plusieurs pays de la sous-région. Le Rwanda, l'Ouganda et l'Angola l'ont reconnu. Ils ont dit pourquoi ils intervenaient au Congo-Kinshasa. L'enjeu sécuritaire a été déterminant dans le cas du Rwanda et de l'Ouganda car ces deux pays ont connu plusieurs attaques rebelles en provenance du territoire congolais.

C'est l'ancien Président de « Médecins Sans Frontières », Rony Brauman qui tira la meilleure conclusion au sujet de la crise des réfugiés à l'Est du Congo-Kinshasa :

« En refusant de distinguer entre les bourreaux et les victimes de la tragédie rwandaise, les grandes puissances ont laissé s'installer un sanctuaire militaire au milieu des centaines de milliers de réfugiés hutu dans la Région des Grands Lacs, à l'Est du Zaïre. Tout le monde, à l'époque, prédisait l'explosion si les choses demeuraient en l'état. »

Beaucoup de documents prouvant les alliances entre milices opérant à partir du territoire congolais existent. L'O.N.U. et le H.C.R. ont plusieurs fois sonné l'alerte sur ce danger qui guettait la région des Grands Lacs. Le 25 septembre 1998, le Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés a entre autres condamné le recrutement de réfugiés rwandais pour combattre aux côtés des forces pro-Kabila au Congo-Kinshasa. Ces différences alliances et interférences expliquent notamment la complexité des guerres qui se déroulent dans la région.

### **L'ENJEU ECONOMIQUE**

Beaucoup d'écrits sur le Congo-Kinshasa affirment que le potentiel économique de ce dernier est à l'origine de la guerre civile qui ravage le pays après le départ du colonisateur belge en 1960. A cette époque, le Premier Ministre Patrice Lumumba était sur la liste des hommes à abattre. Ses orientations étaient, dit-on, trop communistes. Il en mourut.

Aujourd'hui, le Congo-Kinshasa est toujours ce « scandale géologique ». Au centre du pays, c'est-à-dire dans le Kasaï, c'est le diamant. Du temps de MOBUTU, la zone avait dit non au « nouveau Zaïre ». Chez les Bandundu, c'était le franc C.F.A. qui circulait, dans le Sud, c'est le royaume du cuivre. D'autres régions périphériques regardent vers les voisins car dans certains cas, les ethnies sont à cheval sur les frontières. Quand le Bas Congo regarde vers l'Angola, le Nord vers la République Centrafricaine et l'Est vers le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, faut-il s'en étonner pour cet immense pays visiblement difficile à contrôler !

L'enjeu économique de la guerre pourrait intéresser trois principaux camps : le camp des Congolais frustrés par le décalage entre le capitale et les autres villes secondaires longtemps oubliées sur le plan des investissements publics ; le camp des Alliés de Kabila qui se sont impliqués dans une guerre qui coûte cher en hommes et en finances ; et le camp des Alliés du R.C.D ou du M.L.C. qui, en cours de combats, peuvent être tentés par les richesses des zones qu'ils contrôlent. Dans certaines régions du Congo-Kinshasa, on roule et on combat sur de l'or.

Par ailleurs, il n'y a pas de guerre sans retombée économique, au moins pour certains. Il suffit d'observer la nouvelle race des opérateurs économiques qui débarquent dans la sous-région. Mieux encore, il faut toujours reconnaître que chaque guerre a besoin des combattants (les candidats sont nombreux) et des bailleurs de fonds (dans le cas du Congo-Kinshasa, ils se bousculent).

## L'ENJEU GEOSTRATEGIQUE

La France est considérée comme le pays occidental qui connaît le mieux l'Afrique en général et l'Afrique noire francophone en particulier. Mais la France officielle actuelle ouvre ses portes à d'autres pays africains de la zone anglophone, lentement mais peut-être sûrement.

Cette démarche nouvelle – qui vient d'être consacrée par la formule de « zone de solidarité prioritaire » - fait naturellement des jaloux.

Sous un titre trop indicateur : « Rwanda/Burundi : une formidable position géostratégique », l'« *Evénement du Jeudi* » du 13 au 19 avril 1995 s'est particulièrement intéressé aux vraies raisons qui avaient poussé la France de Mitterrand à soutenir le régime du Président Juvénal Habyalimana au Rwanda. Le journal précise que c'était pour des raisons d'ordre militaire. Guidé par ce que les conseillers militaires de François Mitterrand ont appelé « le Centre d'un cercle parfait ». Le Caire – Le Cap – Lomé – La Réunion, « les principaux chefs militaires français avaient fini par convaincre le Président de l'importance des bases intermédiaires en République Centrafricaine, au Zaïre de l'époque, au Burundi et au Rwanda ». Dès 1982, François Mitterrand avait été séduit par un rapport de l'amiral Lacoste, exposant les risques dans l'Océan Indien et l'importance des bases relais en direction des Comores, de la Réunion, et de Djibouti. L'amiral Lacoste parlait avec des cartes à l'appui. Selon toujours « L'Evénement du Jeudi », la nomination, en 1985, du Général Lacaze, ex-chef d'état major des armées, à la fois comme conseiller militaire du gouvernement Fabius et du Maréchal Mobutu, marqua la volonté présidentielle de s'installer dans le centre – sud africain. Les conseillers militaires du Président Mitterrand avançaient quelques arguments de taille : les efforts peu connus mais considérables des Américains dans la région ; l'importante base aérienne de Nairobi et du port de Mombasa, utilisés notamment pour toutes les opérations du Moyens-Orient ; le Rwanda et le Burundi sont exactement situés aux confins de la zone d'influence anglo-saxonne. Dans le contexte de ces arguments, les généraux français Saulnier, Forray, Fleury, Quesnot et l'amiral Lanxade auraient travaillé sur une simulation chargée de souvenirs militaro-diplomatiques : le canal de Suez est coupé par une révolution en Egypte, révolution soutenue ou non par le Soudan musulman. A elle seule, la simulation renvoie à une représentation d'enjeux multiformes. Sur le plan économique-financier par exemple, tout le pétrole européen en provenance des pays du Golfe et transitant par le Canal de Suez serait bloqué.

A cette réflexion, on peut intégrer le dernier périple africain du Président Bill Clinton (Sénégal, Ghana, Ouganda, Rwanda, Afrique du Sud et Botswana). L'étape de Kinshasa fut boudée par Clinton. Sur le plan diplomatique, les Etats Unis jouent de plus en plus un rôle visible sur le continent africain (missions de paix et de conciliation, appui aux forces africaines de maintien de la paix, etc...). Sur la carte du continent africain, les Etats Unis font eux aussi leur simulation, aujourd'hui plus qu'hier.

On serait tenté de penser que certaines guerres de la région sont des guerres pour le contrôle de certains axes stratégiques. Aujourd'hui, la position stratégique de la zone des Grands Lacs ô combien convoitée est une réalité pour des raisons militaro-économiques (diamant en R.D.C., pétrole et diamant en Angola, pétrole au Congo-Brazzaville, etc...).

## L'ENJEU TERRITORIAL

Pour expliquer cet enjeu, trois dimensions coexistent : la dimension ethnique de la guerre en R.D.C., la tendance sécessionniste de certains combattants et la dimension frustration.

Le problème de la nationalité et la dimension ethnique de la guerre : dans le nord du KIVU, précisément au Masisi, des réfugiés rwandais ont souvent agressé les populations locales avec peut-être un rêve de créer une sorte de « Hutuland ». Quand la guerre de libération du Congo éclata, on assista à plusieurs phénomènes : le Premier Ministre Léon Kengo était appelé par les manifestants nerveux de Kinshasa « Kengo le Polonais, le Blanc » (parce que son père est polonais d'origine juive) ou « Kengo le Tutsi » (par sa grand-mère maternelle). Quand la nouvelle guerre (août 1998) éclata à l'est de la R.D.C. quelques signes avant-coureurs annonçaient déjà une véritable crise dans les hautes sphères du pouvoir. De ces nombreux signes, voici quelques uns :

- Fin novembre 1997, le « général » Masasu Nindaga est arrêté. Le « général » est Mushi, la mère rwandaise. Avant la formation de l'A.F.D.L., Masasu dirigeait le Mouvement révolutionnaire pour la Libération du Congo.
- Janvier 1997 : Kiasu Ngandu, dirigeant d'un autre mouvement, est assassiné.
- Mai 1997 : Déo Bugera, considéré comme le numéro deux de l'Alliance, est écarté en douceur du pouvoir. Son nom sonne peu congolais. M. Bugera était le chef de l'Alliance des peuples, un quatrième mouvement dominé par les Banyamulenge du Nord et du Sud Kivu.
- 13 juillet 1998 : James Kabarehe est limogé de ses fonctions de Chef d'état-major des Forces Armées Congolaises. Laurent Désiré Kabila fit appel à Célestin Kifua, un ex-gendarme Katangais, donc Congolais, qui a longtemps vécu en Angola.

La tendance sécessionniste de certains combattants : officiellement, le R.D.C. se bat pour instaurer la démocratie au Congo et renverser l'homme qui « fait pire que Mobutu ». Mais les dissensions au sein du mouvement rebelle ont déjà vu le jour. Certains combattants souhaitent le renversement de Kabila tout en sauvegardant l'intégrité territoriale du Congo. D'autres voudraient peut-être une autonomie de la zone occupée.

Au Congo-Kinshasa, une tradition permanente de mouvements sécessionnistes existe de l'indépendance. Les « fameux gendarmes Katangais » en sont la grande incarnation. Certaines crises donnent naissance aux discours enflammés et aux idées fortes. « Le Zaïre, dit Gérard Prunier, est un non sens géographique (...). Il y a eu trois grosses absurdités dans la décolonisation du continent : le Zaïre, le Nigeria et le Soudan. Ce sont des pays qui n'auraient jamais dû être indépendants sous leur forme coloniale, car ils sont composés de plusieurs sous-ensembles. D'où les conflits du Biafra, du Sud-Soudan, du Katanga et, maintenant du Kivu ». Ce chercheur

français qui sillonne l'Afrique orientale depuis plusieurs années a-t-il pesé le poids de ses mots ?

La dimension « frustration » renvoie également au problème de la nationalité et à l'aspect ethnique de la guerre. Ici, on pense en particulier à la frustration des hommes « congolais » et « congolais Banyamulenge », des Etats voisins du Congo et de leurs Chefs et même de certains pays importants de la communauté internationale qui auraient investi des fonds énormes dans une géopolitique encore trop mouvante. Le leadership régional sonne de façon intermittente son carillon. C'est peut-être le dernier enjeu de cette guerre qui ne veut ni fin ni pause. Côté gouvernement de Kinshasa, le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola reconnaissent leur présence militaire en République Démocratique du Congo. Du côté des mouvements rebelles, les alliés font de même après moult hésitations. Les façons dont se déroulent les rencontres diplomatiques (Lusaka, Harare, Windhoek, Luanda, Paris, Ouagadougou, Libreville, etc...) prouve qu'il existe des dissensions sérieuses entre les pays impliqués en R.D.C. Entre Prétoria et ses voisins, il y eut un soupçon. Entre la Zambie et l'Angola, c'est la méfiance. Au lieu de chercher une solution à la crise congolaise, certains chefs d'Etat de la région travaillent pour soigner plutôt leur leadership. Entre temps, les populations innocentes continuent de mourir.

Dans le cas du Congo-Kinshasa, on peut rappeler que l'époque de Lumumba fut celle du soupçon : la méfiance entre l'Est et l'Ouest était à son zénith ; le règne de Mobutu fut celui de la stabilité dans les sécessions répétées ; Kabila est allé en Chine et à Cuba : les médias occidentaux en ont profité pour augmenter le tirage de leurs journaux. Aujourd'hui, les Américains et les Français fréquentent la Chine, la Russie et d'autres pays hier « intouchables ». Les relations internationales, elles s'adaptent à la météo du moment mais les affaires restent les affaires. Il est très difficile de tirer des conclusions sur une guerre complexe en cours, sur un vaste pays comme la R.D.C., sur une guerre aux dimensions panafricaines et dont les bailleurs de fonds gardent depuis le début un mutisme total.

La présence de forces étrangères au Congo, invitées ou non, présente toujours des risques d'aggravation du conflit interne. La responsabilité des puissances extérieures à l'Afrique est engagée. Hier comme aujourd'hui, la rébellion congolaise est encore une coalition de Kabilistes déçus et frustrés, de démocrates pressés et de Mobutistes non récupérés par le régime de Kinshasa. C'est pourquoi cette rébellion tient des discours différents sur les objectifs de la guerre.

Disons enfin que l'éclatement du Congo-Kinshasa en régions autonomes n'aura pas lieu dans le court ou moyen terme ; mais le grignotage de sa souveraineté par l'exploitation illégale de ses richesses est un véritable risque. L'immensité du Congo est tentante.

Que faire pour que la R.D.C. ne devienne pas une nouvelle terre de conquête ? Que faire pour que les Congolais sortent tous gagnants de la crise ? Une réponse s'impose : la dialogue vrai, c'est-à-dire l'effort vers l'autre. Que faire pour que les Congolais/Congolais et les Congolais/Banyamulenge comprennent de la même façon les termes des Accords de paix de Lusaka de juillet 1999.

Au Congo-Kinshasa, les enjeux de la guerre pèsent lourd sur le jeu des discours politiques.

Pierre Claver NDAYICARIYE  
E-mail : [pcndayicariye@yahoo.fr](mailto:pcndayicariye@yahoo.fr)

Août 2002